

Compte rendu de l'ouvrage *La politique de la petite enfance au Royaume-Uni (1997-2010)* : « Une nouvelle frontière » de l'Etat-providence britannique? de Susan Finding

Aurore Caignet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/4190>

DOI : 10.4000/rfcb.4190

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Référence électronique

Aurore Caignet, « Compte rendu de l'ouvrage *La politique de la petite enfance au Royaume-Uni (1997-2010)* : « Une nouvelle frontière » de l'Etat-providence britannique? de Susan Finding », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XXIV-3 | 2019, mis en ligne le 30 août 2019, consulté le 04 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/4190> ; DOI : 10.4000/rfcb.4190

Ce document a été généré automatiquement le 4 septembre 2019.



Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Compte rendu de l'ouvrage *La politique de la petite enfance au Royaume-Uni (1997-2010) : « Une nouvelle frontière » de l'Etat-providence britannique?* de Susan Finding

Aurore Caignet

RÉFÉRENCE

Susan Finding, *La politique de la petite enfance au Royaume-Uni (1997-2010) : « Une nouvelle frontière » de l'Etat-providence britannique?*, Paris : Michel Houdiard Editeur, 2018, 224 p.

- 1 Publié en 2018, l'ouvrage de Susan Finding résulte d'une recherche menée sur une vingtaine d'années et interroge ce qui a pu faire la nouveauté de la politique du gouvernement *New Labour* dans le domaine de la petite enfance et de l'accueil des enfants en âge préscolaire. Comme le titre l'indique, l'auteur se demande si cette politique des néo-travailleurs est innovante et constitue « une nouvelle frontière de l'Etat-providence », cette expression ayant été utilisée par Tony Blair dans un discours prononcé en 2005 au congrès du Parti travailliste. L'ouvrage permet de suivre les étapes de la définition d'une politique sociale nationale visant à l'accueil de la petite enfance en lien avec la politisation de l'enfance et de la famille. Placée au cœur du processus de rénovation de l'Etat-providence, la famille est devenue un instrument d'intervention sociale et économique via la création de mesures destinées non seulement à répondre à des besoins et à réduire des inégalités sociales, mais aussi à stimuler le marché de l'emploi

dans un secteur des services en pleine expansion. A l'aide d'une approche politique, l'auteur offre une analyse détaillée de la politique familiale au Royaume-Uni qui s'est matérialisée dans un contexte de mutations économiques et sociales, ainsi que d'évolutions d'ordre politique et idéologique. Il en ressort que les évolutions politiques ont eu une influence sur les transformations opérées dans le champ d'intervention de la politique de la famille et de la petite enfance.

- 2 Les concepts de famille et de politique familiale sont définis d'entrée de jeu, tandis que la terminologie anglaise comme « *care* », « *childcare* » ou encore « *early years education and childhood* », est explicitée. Ainsi, des précisions quant aux termes équivalents utilisés en français sont apportées. Un récapitulatif sur la terminologie adoptée par l'auteur est proposé avant l'introduction afin d'éclairer le lecteur sur les différences de dénominations entre le système français et britannique en matière de petite enfance. Cet ouvrage composé de quatre parties découpées en deux chapitres chacune comprend également des annexes : une chronologie des mesures principales en matière d'accueil de la petite enfance allant de 1997 à 2017, une autre plus générale qui remonte jusqu'à la deuxième moitié du XIX^e siècle, et un index. Quant à la bibliographie, celle-ci rend compte d'une documentation riche : en effet, l'auteur appuie son argumentation sur une grande variété de publications officielles (statistiques, rapports, documents gouvernementaux) et sur une connaissance fine de la littérature relative aux thèmes mobilisés dans cette étude, en particulier des travaux en analyse politique et sociologique. Nous regrettons cependant l'absence de numéros de pages dans la table des illustrations, d'autant plus que les tableaux qui agrémentent l'ouvrage sont d'une grande utilité en ce qu'ils permettent de synthétiser et de clarifier la démonstration à l'œuvre, notamment lorsqu'il s'agit de comparer les régimes sociaux de plusieurs pays dans la quatrième partie.
- 3 La première partie est l'occasion pour l'auteur d'examiner la politique de la petite enfance au Royaume-Uni et la façon dont elle a été inscrite à l'agenda politique et dans l'action publique. Le chapitre liminaire retrace l'évolution du problème social que représente la petite enfance au XX^e siècle, jusqu'au moment où il devient une priorité politique absolue, en revenant d'abord sur la protection sociale de la famille depuis le début du siècle dernier – marqué par le libéralisme social – et sur des initiatives durant, et après, les deux guerres mondiales. Grâce à ce préambule, on comprend que ce n'est qu'à partir des années 1960 et 1970 que l'on prête attention à la question de l'accueil des enfants. En effet, cette période coïncide avec la libération des femmes et la revendication de la liberté de travailler. Mais à la fin de cette période, le Royaume-Uni connaît des difficultés économiques et une perte d'influence sur la scène mondiale et d'autres enjeux deviennent donc prioritaires. Si la décennie suivante est caractérisée par le dynamisme des associations et du secteur privé – à défaut d'un appui significatif de l'Etat – le début des années 1990 signale un intérêt plus marqué pour la famille, perçue comme un outil de lutte contre la désintégration sociale, ainsi que pour le développement du secteur préscolaire, devenu un enjeu électoral en 1997. L'auteur procède à un état des lieux de l'émergence de la politique de la petite enfance à partir du premier mandat des néo-travailleurs et sa consolidation jusqu'en 2010, ce qui permet de dresser un bilan des mesures mises en place. Finding revient sur les rivalités entre les secteurs public et privé, et entre les multiples formes d'accueil existantes, et met en évidence les différences d'offre en fonction des régions, des municipalités et des colorations politiques.
- 4 La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à la place accordée à la famille dans les discours et les actes du *New Labour* et du Parti conservateur durant la période à l'étude,

dans le but de cerner leur positionnement vis-à-vis de la famille. Si l'intervention de l'Etat dans la sphère privée reste limitée, le Parti néo-travailliste tente de donner aux parents les moyens de parvenir à un équilibre entre travail et vie de famille, cette dernière étant réactualisée en reconnaissant à la fois les valeurs traditionnelles et les évolutions de la société. A cet égard, le regard de l'auteur se porte sur les obstacles rencontrés par les familles politiques en matière de politique de la famille. C'est le cas lorsque le Parti travailliste au pouvoir fait la promotion de la famille traditionnelle pourtant associée au Parti conservateur, et que celui-ci tient compte de l'évolution du schéma familial afin de reconquérir l'électorat. Il est légitime de se demander s'il y a continuité ou rupture entre les politiques sociales menées par Major et Blair. Est mise en exergue l'influence mutuelle entre les deux Partis qui ont fait des incursions sur le terrain adverse : une fois au pouvoir, le Parti de Tony Blair s'est inspiré de thèmes qui avaient été développés par le Parti conservateur, lequel a ensuite tenté de se les réapproprier. Est ainsi soulignée une continuité dans les mesures des gouvernements successifs, qui caractérise, en outre, le retour au pouvoir des Conservateurs en 2010.

- 5 La partie suivante s'intéresse à l'approche pluraliste et synthétique développée par le *New Labour* dans le domaine des politiques sociales. Sont analysées la réforme des services publics et la tentative de traitement groupé de plusieurs problématiques, à savoir celles de l'éducation, de l'accueil des enfants, de la pauvreté infantile et du chômage. Le *New Deal*, une politique formulée pour favoriser le retour à l'emploi grâce, notamment, au développement du secteur consacré aux enfants en bas âge et aux familles, a permis à de jeunes chômeurs et à des parents isolés de retrouver un emploi. Bien qu'ayant contribué à une baisse du chômage et de la pauvreté infantile, Finding souligne que le secteur professionnel de la petite enfance a aussi donné lieu à une féminisation des métiers liés à la garde d'enfants en âge préscolaire et à la création d'emplois mal rémunérés et peu flexibles. L'auteur explique également que la réorganisation des services publics, qui tente de réunifier une pluralité de services et de structures tout en acceptant les variations qu'implique le principe de dévolution, repose sur une plus grande liberté (en termes de choix, d'innovation,...) et sur une concurrence amplifiée ; elle démontre que ce n'est pas l'Etat qui fournit les services mais que son rôle se limite à la régulation des services publics et à la stimulation des initiatives qui s'y rattachent.
- 6 Dans la dernière partie, l'auteur analyse l'évolution du modèle social britannique en proposant, en premier lieu, une réflexion sur les mutations de la société et de la famille au Royaume-Uni dans les années 1980 et 1990 et sur la responsabilisation des parents sous le gouvernement conservateur. Reposant sur l'association entre le travail et la famille, soit entre l'économie et le lien social, le capitalisme moral et social défendu par le *New Labour* est décrypté, et révèle une ingérence de l'Etat – somme toute limitée – dans le domaine privé qui s'apparenterait à une nouvelle forme de paternalisme. Enfin, le dernier volet de cette partie présente des typologies des régimes sociaux et des modèles de politique de la famille, l'objectif étant de situer le modèle social britannique par rapport aux modèles européen, scandinave et américain. Les études et statistiques sur lesquelles s'appuie l'auteur témoignent, d'une part, d'un rapprochement progressif avec les modèles sociaux européens ; elles montrent, d'autre part, une volonté de proposer un accueil de la petite enfance qui se rapproche du système scandinave. Or, comme le fait remarquer l'auteur, il y a un décalage entre les apparences et la réalité puisque l'argent public indispensable à une telle entreprise n'est pas injecté par l'Etat.

- 7 La conclusion présentée par Susan Finding, qui revient sur les succès enregistrés et les difficultés rencontrées par les néo-travailleurs dans la mise en place d'une politique de la petite enfance et la réforme de l'Etat-providence, met l'accent sur les ruptures caractérisant la philosophie du *New Labour* vis-à-vis de celle du Parti conservateur, mais aussi sur les continuités qui suggèrent une convergence des idéologies politiques. Finding rappelle que les réformes introduites à partir de 1997 n'ont pas été démantelées après 2010, d'où une mise en conformité du Royaume-Uni avec les normes européennes en matière de petite enfance, alors même qu'une sortie de l'Union Européenne est programmée. Afin de satisfaire la curiosité du lecteur, une postface offre une réflexion brève, mais éclairante, sur la politique sociale menée entre 2010 et 2017 par un Parti conservateur qui, en dépit de l'austérité, a fait perdurer le système d'accueil de la petite enfance de ses prédécesseurs ; c'est la preuve de l'importance accordée à cette politique, qui mérite qu'un ouvrage tel que celui-ci lui soit consacré.
-

AUTEURS

AUORE CAIGNET

Université Rennes 2, ACE